

Compte rendu

Ouvrage recensé :

Fernand OUELLET, *Éléments d'histoire sociale du Bas-Canada*

par José Igartua

Recherches sociographiques, vol. 14, n° 1, 1973, p. 131-134.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/055606ar>

DOI: 10.7202/055606ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

COMPTES RENDUS

Fernand OUELLET, *Éléments d'histoire sociale du Bas-Canada*, Montréal, Hurtubise-HMH, 1972, 379 p. (Les Cahiers du Québec : Collection Histoire, dirigée par Albert Desbiens.)

Fernand Ouellet est sans doute l'historien canadien contemporain qui aura le plus fait pour donner à notre historiographie une orientation structurale. À la façon de l'historiographie française de l'école des *Annales*, il a tenté d'établir les réalités économiques fondamentales pour ensuite passer aux structures sociales et aux comportements politiques, pour enfin déboucher sur une étude des mentalités collectives. C'est par un tel cheminement qu'il entend amener l'histoire au rang de « science » sociale : en faire à la fois le champ d'enquête et le lieu de rencontre des autres sciences sociales, et lui imprimer un caractère « scientifique ». C'était la démarche qu'il entreprenait dans son *Histoire économique et sociale du Québec, 1760-1850*, publiée en 1966. Depuis sa parution, cet ouvrage a profondément marqué l'historiographie canadienne, du moins celle d'expression française : il a suscité une série de travaux importants en histoire sociale du Canada.

C'est par un cheminement semblable que Ouellet nous livre à nouveau, dans ses *Éléments d'histoire sociale*, son interprétation de l'histoire du Bas-Canada de 1791 à 1850. Il s'agit cette fois d'un recueil de quatorze articles dont quatre sont inédits : ils traitent, dans l'ordre, de l'agriculture et du régime seigneurial, de la stratification rurale, de la stratification urbaine, de la naissance simultanée des partis politiques et d'une bourgeoisie canadienne « professionnelle », de l'idéologie et du rôle social de l'Église et des seigneurs, et enfin de l'idéologie et du comportement politique de la petite bourgeoisie 'libérale' au moment des insurrections de 1837-38. Il en ressort à la fois des données nouvelles et une appréciation globale qu'il convient de souligner.

Parmi les nouveaux textes, l'analyse de trois seigneuries durant les années 1830 — Laprairie, La Salle et Chateauguay — apporte les éléments les plus intéressants. Dans les trois cas, l'auteur décrit la stratification socio-économique qui existait à l'intérieur de la paysannerie, la double tendance vers le morcellement et la concentration de la propriété terrienne, « la multiplicité des élites depuis l'élite paysanne jusqu'au curé et à l'agent seigneurial » (p. 147), et les différences dans la répartition structurale des occupations, des cultures et des rendements selon l'appartenance ethnique.

Cette analyse lève le voile sur la complexité du monde rural et démontre la grossièreté du concept de 'masse paysanne'. Elle soulève en même temps plusieurs questions, dont deux nous ont plus particulièrement intéressé. Le phénomène conjugué

du morcellement et de la concentration de la propriété terrienne reçoit une explication plutôt superficielle : selon Ouellet, « les uns prennent des risques fortement récompensés et les autres, faute d'un bon calcul, ne parviennent qu'à s'endetter davantage » (p. 130). Or ce phénomène n'est pas propre au Bas-Canada ; il témoigne généralement du passage d'une agriculture de subsistance à une agriculture capitaliste et de la prolétarianisation attenante du gros de la population rurale. Il y aurait eu avantage à aborder le phénomène sous cet angle, et tenter quelque comparaison avec d'autres régions aux caractéristiques similaires, tel le Maine et le Vermont par exemple ; il aurait aussi fallu épuiser les explications économiques de ce phénomène économique, avant d'en rendre compte par une explication axée sur les mentalités.

Une deuxième difficulté surgit lorsque l'auteur tente d'expliquer les différences dans la stratification économique et dans le rendement agricole des deux communautés ethniques qu'il a étudiées dans La Salle et Chateauguay. Dans les deux cas les anglophones dominaient le commerce, la médecine et l'agriculture de pointe, alors que les francophones étaient relégués au bas de l'échelle. L'auteur attribue ces différences à des taux d'instruction différents, qui s'expliquent à leur tour par les « arrière-plans culturels », « notamment [les] valeurs et... la structure sociale » (p. 173). L'enchevêtrement des causes devient difficile à démêler, et le lecteur est renvoyé en fin de compte au caractère qualitatif de l'immigration britannique de la Conquête à la fin du dix-huitième siècle. C'est un peu admettre que la composition de ces deux groupes ethniques n'était pas comparable dès le départ. De plus, la faiblesse numérique de l'élément anglophone infirme la validité de la comparaison statistique : l'élément anglophone ne représentait à peine que 7% des familles des deux seigneuries. Ici encore, une comparaison avec d'autres régions aurait permis de mieux dégager l'importance de la variable 'ethnicité'.

L'étude qui suit l'analyse de la stratification rurale des seigneuries voisines de Montréal met en relief les mêmes écarts dans les structures des occupations entre anglophones et francophones des villes. Ceux-là surabondent dans les occupations dont le revenu ou le statut social semble élevé ; les francophones se retrouvent encore une fois au bas de l'échelle et les écarts s'agrandissent avec le temps. Même phénomène, même explication : ce « contexte socio-culturel » qui est présenté comme déterminant de dernière instance devrait être explicité davantage. Aucune considération, ici, du caractère qualitatif de l'immigration britannique ; pourtant, c'est à l'intérieur des villes, et dans des occupations essentiellement commerciales, que s'est placée la toute première population britannique.

Jusqu'à quel point cela peut-il en expliquer la position prépondérante dans les villes au début du dix-neuvième siècle ?

L'auteur saisit l'occasion de contester la thèse selon laquelle ces disparités socio-économiques seraient attribuables à la dominance de l'appareil gouvernemental par l'une des ethnies. Selon Ouellet, le « contrôle institutionnel » ne peut de lui-même créer ces disparités ; il ne peut que les renforcer ou, le cas échéant, les amoindrir. Soit ; mais si ces remarques visent les travaux de PAQUET et WALLOT, elles portent à faux : ceux-ci voient dans la lutte pour le patronage le résultat de la prise de conscience des disparités socio-économiques et d'une modernisation de la conception du rôle de l'État ; ces deux transformations proviendraient de l'empire grandissant de l'économie de marché sur l'économie de subsistance. Il s'agit d'un mécanisme plus subtil. (Voir : Gilles PAQUET et Jean-Pierre WALLOT, « Crise agricole et tensions socio-ethniques dans le Bas-Canada, 1802-1812 : éléments [coïncidence ?] pour une ré-interprétation », *RHAF*, XXVI, 2, septembre 1972, pp. 185-237, et particulièrement pp. 234-237).

L'autre étude socio-économique à caractère quantitatif qui forme l'un des principaux « éléments » traite longuement d'un autre aspect du débat qui oppose Ouellet à Paquet et Wallot. Il s'agit de préciser le début de la crise agricole qui affligea le Bas-Canada au milieu du dix-neuvième siècle. Pour étayer sa thèse qui donne 1802 comme point tournant, Ouellet utilise divers indicateurs : témoignages contemporains, prix agricoles, exportations de blé, montants de la dîme et de la rente en nature à diverses périodes. L'usage de ces indicateurs a déjà été critiqué par les deux autres historiens ; même si on les accepte d'emblée, l'utilisation de périodes quinquennales pour la démonstration crée une impression tendancieuse. Ce n'est pas la chute rapide de la production après 1802, année exceptionnelle qui gonfle démesurément la période 1797-1802, qui frappe le plus parmi les données présentées, mais plutôt la constance relative de l'amplitude de la production et, à l'intérieur de cette amplitude, la dimension de la variation annuelle. Mis en face de ces soubresauts de la production, l'habitant pouvait-il percevoir facilement un changement structurel à long terme et ré-orienter sa production en conséquence ? La question mérite une réponse.

Si certaines critiques s'imposent de la méthode des « éléments » récents comme de l'interprétation qui en découle, il y a moins à redire des articles analysant les fondements sociaux de l'activité politique et des idéologies de la période. Pour la plupart, ces articles sont plus anciens et ont pour but de démontrer l'importance d'une analyse par les classes sociales. Cette démonstration n'est plus à faire aujourd'hui, et c'est en grande partie grâce à ces textes, dont les premiers remontent au milieu des années 1950. Coupant avec le genre d'historiographie qui prévalait alors, les travaux de Ouellet remplaçaient la vision monolithique du Canada français par celle d'une société divisée en couches socio-économiques aux intérêts divergents et parfois opposés. Cette analyse contenait une critique implicite de la position de la bourgeoisie nationaliste : en dévoilant ses intérêts de classe, l'auteur enlevait à la bourgeoisie (celle des années 1950 comme celle des années 1830) ses lettres de créance nationales. Mais ce faisant, il procédait lui-même d'une position libérale qui, dans les textes plus récents sur les insurrections de 1837-38 et sur Louis-Joseph Papineau, limiterait la portée de son analyse et amènerait Ouellet à refuser à cette bourgeoisie canadienne-française le titre de libérale. Ainsi son étude sur Papineau, reproduite du *Dictionnaire biographique du Canada*, oppose le conservatisme social et économique de Papineau à ses déclarations politiques, dites démocrates et libérales : « chez Papineau, le nationaliste, lorsqu'il n'utilise pas les idéologies nouvelles pour appuyer des objectifs conservateurs, est le plus souvent en conflit avec le libéral et le démocrate » (p. 326). Pourquoi voir en Papineau un « être divisé » idéologiquement ? Pourquoi la bourgeoisie libérale, bourgeoisie revendicatrice dans le contexte de l'époque, ne se serait-elle pas souciée en même temps de la préservation de ses intérêts acquis ? Dans la mesure où le libéralisme politique et le conservatisme social se combinent chez Papineau comme chez certains de ses disciples, il ne faut pas y voir une tromperie mais, comme Ouellet lui-même finit par l'admettre (p. 333), un libéralisme bourgeois propre à l'époque. Or cette interprétation tend à infirmer les valeurs libérales en elles-mêmes, et l'auteur hésite.

En dépit de ces réserves, il demeure que les textes présentés sur les idéologies des différents groupes sociaux sont riches en perceptions et offrent des synthèses stimulantes ; ils n'ont pas essentiellement vieilli depuis leur parution première, et leur ré-impression est bienvenue. Il est toutefois regrettable que le travail d'édition n'ait pas été plus soigné : les renvois aux articles reproduits dans le recueil n'indiquent pas cette inclusion (pp. 182, 246) ; certains renvois manquent complètement (pp.

51, 185) ; des tableaux sont obscurs (par exemple, p. 165) ; les coquilles sont trop nombreuses ; et l'on n'a même pas pris la peine d'enlever les astérisques et les majuscules qui servaient originellement de renvois dans le texte tiré du *Dictionnaire biographique du Canada*. Tout cela laisse la fâcheuse impression d'un livre préparé trop rapidement. Au total, cependant, les *Éléments* méritent une lecture attentive, car leur auteur reste l'un des maîtres de l'historiographie canadienne contemporaine.

José IGARTUA

*Département d'histoire,
The University of Western Ontario.*

Robert RUMILLY, *Histoire de Montréal*, 3 volumes, Montréal, Fides, 1970-1972.

Auteur d'une vingtaine d'ouvrages sur l'histoire des Canadiens français, des Acadiens et des Franco-Américains et surtout connu par sa monumentale *Histoire de la Province de Québec* en quarante et un volumes, Robert Rumilly nous présente cette fois l'histoire d'une ville au rôle capital dans l'histoire du Canada français en trois forts volumes de 400 à 500 pages chacun. Le premier tome traite de la période de la Nouvelle-France. Dans le deuxième, l'auteur raconte les événements du siècle qui s'étend de la Conquête à la Confédération. Le tome 3 conduit le récit jusqu'à la fin de la Première Guerre Mondiale.

On retrouve dans cet ouvrage la manière de l'auteur, soit une histoire conçue avant tout comme un récit entrecoupé de traits descriptifs et de portraits incisifs. Ici et là furent les jugements tantôt personnels, tantôt empruntés aux contemporains. Le tout écrit avec allégresse, sans recherche ni pédantisme, dans la tradition de l'histoire faite pour être lue par l'honnête homme comme la pratiquaient les académiciens français du 19^e siècle et le début de celui-ci.

Comme dans toute son œuvre, l'auteur ne manque aucune occasion de manifester son attachement aux Canadiens français qu'il décrit comme une nation de petites gens chicaniers mais généreux, peu instruits mais remplis de bon sens, pauvres mais robustes et aimant la vie et exploités sur tous les plans par leurs compatriotes anglo-canadiens grâce à la complicité d'une partie de leurs élites.

L'auteur rappelle que « Montréal est une ville passionnante et qu'il s'y passe toujours quelque chose » (T. 2, p. 395) car « selon une habitude ancienne les batailles les plus acharnées se livrent à Montréal » (T. 3, p. 9). Les lecteurs friands de récits de beaux gestes et d'aventures hautes en couleurs ne seront pas déçus par cet ouvrage qui n'omet rien depuis l'exploit de Dollard raconté de nouveau dans des pages pleines de feu jusqu'au spectaculaire Congrès Eucharistique de 1910 en passant par les insurrections de 1837 et de 1838. Certaines pages font carrément hors-d'œuvre par exemple le récit des opérations de la Guerre de la Conquête ou le détail des différends entre Montcalm et les Canadiens, querelle où l'auteur défend les Français. Souvent l'auteur s'amuse. Ici il se moque doucement de Georges III à l'occasion d'une histoire de buste, là il évoque les sempiternels dons de colliers des Sauvages des lacs (T. 2, p. 22). Ou encore, il se plaît à énumérer les avis, invraisemblables à nos yeux, pour juguler une épidémie au début du 19^e siècle (T. 2, p. 187). Par moment la description devient loufoque : à la fin d'un passage sur les arts et les lettres en 1914, l'auteur rappelle avec un malin plaisir que lors des réunions du club littéraire de l'Arche, « le verre du conférencier n'est pas rempli d'eau mais de gin ».